L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 22 AOUT 1890.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES D'EMPLOI.

PROFESSEUR.—Un professeur de française demande une place à la ville ou à la campagne ; de préférence à la campagne, dans une famille privée. S'adresser par lettres aux initiales A. G., au Bureau de l'ABEILLE.
17août—10f

ON DEMANDE.

ON demande des solliciteurs d'assurance.—Référence demandées. S'adresser "Assurance," à la Poste, Boîte 756 ou 625.
13 août—1 mois

A VENDRE.

A VENDRE — Propriété et terrain rue Royale, 233 à 239, coin St-Philippe. Le lot mesure 60x95. S'adresser à Aug. Hinard, 20 Carondelet. 10août 1f

A LOUER.

A LOUER —Cet établissement bien connu de "Prêts sur gages" situé au coin sud-est des rues Bourbon et Conti, dirigé pendant plus de trente ans par feu J. Andriade, sera loué à un bon locataire pour un ou plusieurs années, à partir du 1er octobre prochain, à un prix modéré. Un très grand coffre fort et très précieux, de même que les comptoirs, étagères et vitrines et toutes les installations appartenant à la maison seront compris dans la location.
S'adresser à James Fahey, No 162 rue de la Course, à Toucher de l'hôtel St-Charles.
17 juillet—dim mer ven 1f

Nos 1 et 2 Magasins Rouges—Nord Peters, entre le Bazaar et le marché aux légumes. S'adresser à Hoey & O'Connor, 17 rue Carondelet. 25 juin 1f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Louis C. Kuepferle.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 30,297.—Division H.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par E. A. Luminais, greffier de la Cour Civile de District et administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
22 août—22 27 31

Succession de Mary D. Bradley.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,312.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par E. M. Rush, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
22 août—22 27 31

Succession de Dennis Tracy et femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 30,855.—Division B.—Attendu que James E. Tracy a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Dennis Tracy et femme, décédés intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
22 août—22 27 31

Succession de Adolph Fritsche.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,345.—Division C.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par John B. Vinet, administrateur public et administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
16 août—16 21 24

Succession de James Dillon.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29 857.—Division A.—Attendu que C. S. Robertshaw a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu James Dillon, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
20 août—20 24 29

Succession de Joseph A. Pugaud.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,786.—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Mme Angèle L. Pugaud, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
20 août—20 24 29

Succession de E. Camille Mire.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 30,856.—Division —.—Attendu que Gustave A. Breaux a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu E. Camille Mire, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
20 août—20 24 29

Succession de Mme Amelia A. Sarrasin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 30,852.—Division B.—Attendu que William Sarrasin a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Amelia A. Sarrasin, décédée intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
20 août—20 24 29

Succession de James Dorsey.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 30,864.—Division B. Attendu que Mme Vve Dorsey a présenté une petition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu James Dorsey, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
21 août—21 26 30

Succession de Martin Donnelly et Bridget Degnan sa femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 30,814.—Division E.—Attendu que Julia Donnelly, femme de John DeLatte, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Martin Donnelly et Bridget Degnan, sa femme, décédés intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
15 août—15 20 24

Succession de James M. Kimberger et femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 29,659.—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par Mme Angèle L. Pugaud, administratrice de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
20 août—20 24 29

Succession de E. Camille Mire.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 30,856.—Division —.—Attendu que Gustave A. Breaux a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu E. Camille Mire, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.
Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
15 août—15 20 24

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—No 30,763—Division A—James Clarke & Cie, vs leurs créanciers—Ordre de Cour—Que la cession des biens des pétitionnaires d'une part faisant des affaires sous le nom de la raison commerciale de James Clarke & Cie., soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice des créanciers de ladite raison commercial e, e. il est ordonné qu'une réunion des créanciers ait lieu convoquée et tenue pardevant George C. Pike, notaire, à son bureau, No 5 rue Carondelet, en cette ville, le VENDREDI 5me jour de septembre 1890, à 11 heures A. M. dans le but de délibérer sur les affaires de cette pétitionnaires, elire un syndic et voter sur toutes autres affaires qui peuvent leur être soumise, et que dans l'intervalle toutes procédures contre la personne ou les biens des dits pétitionnaires soient suspendues. Et que L. C. Quintero, avocat soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.
Nouvelle-Orléans, 1er août 1890.
(Signé) N. H. RIGHTOR,
Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division D, siégeant à la place de l'Hon. Thos. C. W. Ellis, juge de la dite Cour. Division A, maintenant absent ou empêché.
Pour copie conforme :
E. A. D. RANKIN Député Greffier.
2 août—2, 20—sept 5

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans — No 30,676—Division D.—De Labretonne et Galmiche vs leurs créanciers.—Ordre de Cour.—Que la cession des biens des pétitionnaires sous la raison sociale de De Labretonne et Galmiche et Gaston De Labretonne et Emile Galmiche, individuellement et comme membres de ladite raison sociale, soit et est acceptée par la Cour pour le bénéfice de leurs créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Eugène Gurley, Esq., notaire, en son office dans le Morris Building, coin des rues Canal et Camp, en cette ville, mardi, 9 SEPT. jour d'août 1890, à 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires des dits pétitionnaires, d'élire un syndic et de voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et qu'e dans l'intervalle, toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens des dits pétitionnaires soient suspendues, et que Clarence Levy, Esq., notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.
Nouvelle-Orléans, 17 juillet 1890.
(signé) E. H. RIGHTOR Juge.
Pour copie conforme.
(signé) E. A. D. RANKIN Député-Greffier.
juil28—19—5 21août

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUÉ.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat, adoptée le 2 décembre 1879.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages mensuels sont aussi tous les autres dix mois de l'année, et ont tous lieu en public, à l'Académie de Musique, à la Nouvelle-Orléans.

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous disposons en personne ces tirages qui sont sous notre contrôle et sous notre direction. Nous garantissons l'exactitude et la bonne foi de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
J. E. Early
COMMISSAIRES.

Nous soussignés Banques et Banquiers paieront toutes les lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentées à nos comptoirs.

N. W. WALMSLEY, Pres. La Nat. Bank
P. LANAUX, Pres. State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Pres. Union Bank
CARL KOHN, Pres. Union Nat. Bank

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 9 SEPT. 1890.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars; Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2 00; Vingtième de Billet $1 00.

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500,	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de	$500, soit	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, soit	$99,900
999 Lots de	$100,	99,900

2,134 Lots se montant à.....$1,054,800

On demande des agents partout.

Pour les prix à payer par les Clubs, ou pour tout renseignement que l'on voudra avoir, s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distinctement écrite. Mandats de poste ou en sera vu service plus rapide de la Poste en voyant une enveloppe portant l'adresse en plein

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées contenant de l'argent à la

New Orleans National Bank,
New Orleans La.

RAPPELEZ-VOUS que le prochain de ces tirages de la Compagnie de la Loterie de l'Etat de la Louisiane que la COUR SUPREME DES ETATS-UNIS a déclaré être un CONTRAT avec l'Etat de la Louisiane, et faire partie de la Constitution de cet Etat, NE PEUT PAS AVANT LE PREMIER JANVIER 1895. La Législature de la Louisiane qui s'est ajournée le 10 juillet a voté un AMENDEMENT à la Constitution de l'Etat, qui sera soumis au Peuple à une élection en 1892, ce qui fixera l'expiration de la Charte de la COMPAGNIE DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE à l'année MIL-NEUF CENT-DIX-NEUF;

L'ABEILLE

DE LA

Nouvelle-Orléans

JOURNAL QUOTIDIEN

AVEC UNE

EDITION HEBDOMADAIRE

PARAISSANT

LE

SAMEDI MATIN

Contenant toutes les matières publiées pendant la semaine dans l'édition quotidienne.

L'Edition hebdomadaire, réunissant en un seul numéro toutes les nouvelles de la semaine, compte beaucoup d'abonnés et de lecteurs en Europe,

BUREAUX ET ATELIERS,

No 73 RUE DE CHARTRES

Entre Conti et Bienville.

100,000 Billets à Vingt Dollars; Demi-Billet $10; Quart de Billet $5 00; Dixième de Billet $2 00; Vingtième de Billet $1 00.

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500,	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de	$500, soit	$50,000
100 Lots de	$300,	30,000
100 Lots de	$200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de	$100, soit	$99,900
999 Lots de	$100,	99,900

2,134 Lots se montant à.....$1,054,800

On demande des agents partout.

Pour les prix à payer par les Clubs, ou pour tout renseignement que l'on voudra avoir, s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distinctement écrite. Mandats de poste ou en sera vu service plus rapide de la Poste en voyant une enveloppe portant l'adresse en plein

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées contenant de l'argent à la

New Orleans National Bank,
New Orleans La.

ABONNEMENTS

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

EDITION HEBDOMADAIRE

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Un mois	25

On s'abonne à la semaine aux porteurs et les marchands de journaux.

BUREAUX ET ATELIERS,

73.....CHARTRES.....73

CHARTE.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE.

ETAT DE LA LOUISIANE, — PAROISSE D'ORLEANS
Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL SOIT SU que ce huitième jour de mai en l'année grâce mil huit-cent quatre-vingt dix, et du l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique, le cent quatre vième, devant moi, JOSEPH DENEY TAYLOR, notaire en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et qualifié, et en la présence des témoins ci nommés et soussignés, personnellement ont comparu les personnes dont les noms sont ici attachés, et ont déclarés que, se prévalant des droits et privilèges octroyés et renfermés dans les statuts de l'Etat de la Louisiane, ils ont contracté et se sont engagés et par les présentes, contractent et s'engagent mutuellement et ceux qu'ils représentent et toutes les personnes qui deviendront leurs associés, à former et constituer une corporation et corps politique en droit, dans le but et conformément aux articles, et stipulations et règlements qui suivent :

ARTICLE I.

Cette corporation sera connue sous le nom de "New Orleans Brewing Association" et son domicile sera en la ville de la Nouvelle-Orléans. Etat de la Louisiane, et la présidente du Conseil d'Administration, ou en son absence, le secrétaire, sera la personne à laquelle seront adressées toutes citations ou tous documents légaux. Ladite corporation existera, aura et jouira de la succession sous son nom d'incorporation et demeurera après propriété de quatre-vingt quinze années, à partir de cette date et aura pouvoir et autorité de contracter, pourvu etc'est pour cette même fin, sous son nom d'incorporation; de faire usage d'un sceau d'incorporation avec la devise qui sera ultérieurement choisie, sceau qui pourra être changé comme on le jugera convenable, d'élire et nommer et de remplacer ceux qui conviendront pour l'administration des affaires de la dite corporation, lesquels pourront être changés, abolis et avoir tels grades de corporation ; de posséder, recevoir, acheter et transférer ainsi bien que d'hypothéquer sous son nom d'incorporation des biens meubles et immeubles ; et d'ériger toutes les bâtisses et toutes les machines et tous accessoires nécessaires pour mener à bien les objets et fins de la corporation.

ARTICLE II.

Les objets et fins pour lesquels est fondée cette corporation sont déclarés être d'acheter un terrain ou un bâti ci-sec et Rue et ailleurs, d'y construire, maintenir et d'ériger une ou des brasseries, ou d'acheter une brasserie ou des brasseries déjà en opération et de fabriquer de la bière et autres liquides et de vendre et de vendre tous le produits de cette ou ces brasseries.

ARTICLE III.

Le fonds capital de cette corporation fut ici fixé à la somme de un million, cinq cent mille (1,500,000) dollars, divisés en en représentés par quinze mille (15,000) actions de la valeur au pair de cent (100) dollars chacune qui a ront payées comptant au moment même de leur souscription, ou de la façon ou aux dates que le conseil d'administration pourra bien fixer. Quinze mille cent mille (500 000) dollars du fonds capital de cette corpora ion auront été souscrits, cette charte approuvée et les actions actives de cette corporation commenceront.

Aucun souscripteur ne sera jamais tenu responsable de contrats ou des erreurs de cette corporation pour une somme plus élevée que le reliquat non payé qui pourra être dû sur les actions auxquelles il aura souscrites. Pas plus qu'une simple informalité dans l'organisation ou d'exposer aux souscripteurs à aucune obligation au delà de la somme du reliquat dû s'il y en a sur leurs souscriptions.

ARTICLE IV.

Tous les pouvoirs de cette corporation seront exercés et toutes ses affaires conduites par un Conseil d'administration qui sera composé de sept actionnaires, une majorité desquels formera un quorum pour expédier les affair s et chacun de ces actionnaires aura en son propre droit une moitié des actions du fonds capital de cette corporation.

Le second mardi de mai A. D. 1892, et le second mardi de mai de chaque année suivante, une élection de sept directeurs aura lieu par ballottage à un bureau de la corporation en la ville de la Nouvelle-Orléans, entre 10 heures A. M., et 2 P. M., élection dont un mois au moins dix jours au préalable sera publié dans au moins un journal de la ville de la Nouvelle-Orléans, et chaque actionnaire aura le droit, à toutes les élections, soit en personne ou par procuration, à un vote pour chaque action du fonds capital qu'il pourra avoir, mais ne pourra pas voter avec les actions qui lui auront été transférées dans les dix jours qui précéderont l'élection.

La majorité des voies données, un vote par action susdescrit sera voté, sera requise pour qu'il y ait élection.

Chaque Conseil d'administration commencera son service le premier lundi suivant son élection, et, à sa dernier reunion, élira de son sein un président et un vice président et de même qu'un secrétaire, premier pourra être ou ne pas être actionnaire, et autres officiers et agents nécessaires, et autres qui pourront exiger les circonstances, et le Conseil d'administration direra les traitements respectifs et déterminera leurs devoirs.

Si l'un quelconque des directeurs de cette corporation cesse d'être actionnaire pendant son mandat, le Conseil d'administration déclarera vacante sa place, et en cas d'une vacance dans le Conseil d'administration causée par la mort, la démission ou une autre cause, le Conseil dans les dix jours qui suivront la création de cette vacance, remplira celle-ci en élisant de parmi les actionnaires un directeur qui aura les qualifications requises pour mener à bien les objets et fins de la corporation.

ARTICLE V.

Le vice-président exercera les pouvoirs du président dans le cas où ce dernier serait dans l'impossibilité d'agir, et en cas de sa mort, de sa démission, le vice président deviendra président jusqu'à ce que le président soit élu, élection qui se fera par le Conseil d'administration aussi que la vacance dans le Conseil se sera produite par la mort ou la démission du président, conformément aux règlements.

ARTICLE VI.

Les personnes ci après nommées constituent le premier conseil de Direction, elles sont munies de tous les droits et pouvoirs y appartenant et seront à exercer en général telle actes non prévus spécialement que la corporation ci-dessus ou l'Etat de la Louisiane, dûment qui seront nécessaires pour réaliser le but et les desseins de cette corporation, savoir :

Peter Hilbing, Théodore Brummer, Henry Lochte, John Landles, Albert P. Noll, et G. Faehnle, avec Peter Blaise comme président, Philip W. Dielmann, vice-président, et Ernest Pragst comme secrétaire, et les dits directeurs et officiers exerceront leurs fonctions respectives jusqu'au troisième mardi de mai 1892, ou jusqu'à ce que leurs successeurs aient été dûment élus et qualifiés.

ARTICLE VII.

Chaque année fiscale se terminera le 30 avril de chaque année.

Un exposé des affaires de la Corporation sera préparé et une copie remise à chaque actionnaire qui exprimera le désir de l'avoir à chaque réunion annuelle pour l'élection des directeurs, indiquant en détail le montant des propriétés et de l'actif de la Corporation, avec leur valeur, et indiquera aussi les dettes qui y sont contenues telles autres informations qui seront nécessaires pour donner une idée exacte et précise des affaires et de la situation de la Corporation. Cet exposé sera fait sous serment par le président et le secrétaire de la Corporation.

ARTICLE VIII.

Quand cette corporation sera dissoute, soit par l'expiration de sa charte, soit pour tout autre motif, ses affaires seront liquidées conformément à la loi par trois commissaires qui seront choisis à cet effet par la majorité des actionnaires présents, lesquels commissaires seront élus au scrutin à un meeting des actionnaires convoqué expressément dans ce but après trente jours d'avis inséré quotidiennement dans deux journaux publiés dans la ville de la Nlle Orléans. Ces commissaires, une fois élus, fourniront une bonne et solvable caution et resteront en fonctions jusqu'au règlement final de la liquidation des affaires. Une pluralité de tous les votes donnés reçus à cette élection suffira pour élire les dits commissaires. Dans le cas de démission ou de mort d'un des commissaires ou de plusieurs d'entre eux, la vacance sera remplie de la manière déjà fixée pour l'élection des commissaires, et en cette cas il sera accepté qu'il sera donné cinq jours d'avis au lieu de trente.

ARTICLE IX.

Tout membre du Conseil de Direction de cette Corporation aura le droit de désigner un actionnaire quelconque ayant les qualités nécessaires pour le représenter comme directeur et agir à sa place à un meetings du Conseil de Direction, pendant son absence de la ville, et cette désignation sera faite par écrit et sera inscrite au procès-verbal de la Corporation. Ce remplaçant, au fois désigné, aurera tous les pouvoirs et aura les privilèges du directeur absent, tantque durera l'absence de ce dernier.

Fait à la ville de la Nouvelle-Orléans, au jour, mois et an ci dessus mentionnés, en présence de Ernest Pragst et de Charles G. Rabenstein, témoins d'âge légal, résidant en cette paroisse, lesquels ont signé avec les dites partie et moi, notaire, après avoir lu le tout.

Original signé: PH. W. DIELMANN,
PETER BLAISE, J. LANGLES,
H. LOCTE, ALBERT P. NOLL,
THEO. BRUMMER, ERNEST PRAGST
GEO. FAEHNLE, C. G. RABENTISCH.
J. D. TAYLOR, Notaire Public.

Je, soussigné, conservateur des hypothèques, pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie par les présentes que l'acte d'incorporation ci-dessus de "THE NEW ORLEANS BREWING ASSOCIATION," a été ce jour déposé et enregistré en mon bureau, dans le livre 395, page 525.

Nouvelle-Orléans, 8 mai 1890.
(SCEAU) Signé: GEO GUINAULT,
Conservateur des Hypothèques.

Je, Joseph Dewey Taylor, notaire, en la paroisse d'Orléans certifie par les présentes que l'acte ci dessus est une copie vraie et exacte de l'original de l'acte d'incorporation de la "NEW ORLEANS BREWING ASSOCIATION," ainsi que le certificat de conservateur des hypothèques pour la paroisse d'Orléans, qui y est attaché et enregistré dans mes archives de notaire.

Nouvelle-Orléans, 8 mai 1890.

(Signé) J. D. TAYLOR, Notaire.
11 mai—11 19 26—4 10 juin

THE NEW-ORLEANS BEE

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

A Daily Newspaper, established on the 1st of September, 1827, and universally known throughout Louisiana and the neighboring States. The "Bee" is now published exclusively in French, and is the acknowledged organ of the Franco-American population. A very valuable family paper and specially recommended to those of our American readers, ladies and gentlemen who wish to enhance their knowledge of the French language.

Subscription Terms:

By Mail—Payable in advance, postage prepaid.

Per annum, $12; six months, $6; three months, $3; one month, $1.

Weekly (8 double pages) published Saturday Morning.

Per annum, $3; six months, $1.50; three months 75 cents.

Friction Rouge du Dr Testut

Pour le soulagement sérieux et constant, souvent même immédiat, des douleurs rhumatismales, quelque chroniques; guérison possible quand le souffrant n'est pas d'un âge très avancé ou d'une constitution ruinée par les excès ou par les maladies.—Bouteille de 60 doses 60 sous

Le PUNAISICIDE (Mod beg killer) est déjà un légitime succès.

Rue Orléans, 49, près Bourbon, Ile aux

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

La Banque des Citoyens de la Louisiane vs Mme Elizabeth M. Cenas et als

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 30,748.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et la Commercial Place, dans la Première District de cette ville, le SAMEDI, 20 septembre 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre situé dans le premier district de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Delo 6, Tchoupitoulas, Nouvelle Levée (maintenant Peters) et North Market, mesurant vingt et un pieds sept pouces de face à la rue Delord sur cinquante huit pieds un pouce de profondeur entre lignes parallèles, et conformément à un plan dressé par E. Surgi, ingénieur civil, le 12 avril 1849.

Ensemble avec vingt actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane comme garantie et attachées à la dite propriété.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Termes et conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
Haout 11 18 25—1 8 15 sept

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente d'un Piano par le Shérif.

Peter Wahl vs J. S. Gardner et al.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans. No 26,296.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique sur les lieux ci-après désignés, le MERCREDI 27 août 1890 à 10 heures A. M., de la propriété ci après décrite, à savoir :

Un piano droit, de marque Chickering, numéro 10,000, se trouvant dans la maison No 9650 rue Magazine. Un piano.

Saisi dans l'affaire ci dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
16 août—16 21 27

Magasin du Bon Marché

F. ADRIEN BRUNET

Horloger, Bijoutier, Joaillier,

—Marchand de—

Montres, Pendules, Orfèvrerie, Lunettes, Diamants et Bijouterie de toute description.

133 - RUE ROYALE - 133

Cannes et ombrelles à pommes d'or et argent Achat et échange de vieux or et argent Montres et Bijoux de toutes sortes réparés par des ouvriers compétents.
14 déc—1an

SIGNAUX DE NUIT.

Harmonie et Tchoupitoulas.
Washington et Chippewa.
Marché de la rue Nouvelle
Carondelet et Hurtière.
Prytania et Nouvelle.
Magnolia et Washington.
Sixième et St-Denis.
Poste de la Cie de Pompe No 22.
Poste de la Cie de Pompe No 23.
Hope Engine and Lafayette No. 1, Jackson.
Constance et Prytania.
Magazine et St André.
Ste Marie et Tchoupitoulas.
St-Charles et Première.
Dryades et St-André.
Marché Keller.
Jackson et Coliseo.
Jackson et Liberté.
Benjamin et Delaronde.
Jackson et Lauriel.
Levée, Orange et Richard.
Henderson et Peters.
Poste de la Cie de Pompe No 12 Tchoupitoulas.
Poste de la Cie de Pompe No 1 Hunter.
Chippewa et St-James.
Station de Police du 2me Precinct
Race et Magazine.
Melpomène et Camp.
Richard et Annunciation.
Station des Ecuries, St-Charles
Marché Dryades, Melpomène
Franklin et Erato.
Camp et Calliope
Poste No 6
Calliope et Front.
Peters et St-Joseph.
Constance et Erato.
Camp et St-Joseph.
Poste de la Cie de Pompe No 18, Calliope.
Remparts et Delord.
Calliope et Frerst.
Magnolia et Erato.
Julie et St-Charles.
Terpsichore et Franklin.
Pied de la rue Lafayette.
Camp et Poydras.
Julie et Commerce
Pied de la rue Julie, Dépôt du L. & N. R. R.
Canal et Levée.
Magazine et Girod.
Natchez et Tchoupitoulas
Canal et Camp.
Girod et Baronne.
Poste de la Cie de Pompe No 13 rue Perdido.
Carondelet et Commune
Remparts et Canal.
Remparts et Poydras.
Poste de la Cie de Pompe No 14 rue Commune.
Maison de Refuge, Girod
Claiborne et Poydras
Commune et Rochelabre.
Miro et Lafayette.
Bienville et Vieille Levée.
St-Louis et Royale.
Poste de la Cie de Pompe No 7 Dauphine.
Bourgogne et Toulouse.
Poste P. & L. Co. No 4, Bassin
Canal et Robertson.
Bienville et Johnson.
Derbigny et Bienville.
Station des cars, rue du Canal.
Prieur et St. Louis.
Vieille Levée et St-Philippe.
Station de Police, Place Jackson
Hôpital et Dauphine.
Poste de la Cie de Pompe No 10 Dumaine.
Trémé et Esplanade.
Remparts et Esplanade.
Trémé et Uranlines.
Poste de la Cie de Pompe No 21, Claiborne.
Chemin du Bayou et Claiborne.
Station de Police, Prison de Parroisse
Poste de la Cie de Pompe No 3 Esplanade.
Ste Anne et Miro.
Manufacture de Stern. Français
Pont du Bayou et Esplanade.
Marigny et Norton Peters.
Poste de la Compagnie de Pompe No 9, Esplanade.
Station de police, Champs-Elysées
Bagatelle et Esplanade.
Bons-Enfants et St-Antoine.
Bons-Enfants et Champs-Elysées.
Claiborne et St-Bernard.
Lapeyrouse et Miro.
Laharpe et White.
Remparts et Espagne.
Poste et Urquhart.
Mandeville et Claiborne
Ste-Antoine et Claiborne.
Presse à coton et Levée
Marché Washington.
Louise et Remparts.
Poste de la Cie de Pompe No 15 rue Dauphine.
Dauphine et Indépendance
Station des cars, Pologne
Caserne des Etats-Unis
Levees et Deslahtes

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente importante par le Shérif Civil d'une grande Presse à Coton et entrepôt de valeur dans l'îlet borné par les rues Franklin, Calliope, Euphrosine et Remparts.

Dans l'affaire de

La New Orleans National Bank vs la Eagle Cotton Warehouse and Compress Co.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans No 30,727.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente, à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le premier District de cette ville, le SAMEDI, 20 septembre 1890, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :

Une certaine portion de terre, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, et toutes les droits, voies et servitudes y appartenant, situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Franklin, Calliope, Euphrosine et Remparts, et plus complètement désigné par le No 26 sur un plan fait par A. Pilié, ingénieur civil, le 12 avril 1849, et déposé aux archives de la Cour, et mesurant trente pieds de face à la rue Franklin sur cent vingt pieds de profondeur entre lignes parallèles, comme plan No 29 du Livre de Plans No 70.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
18 août—18 25—1 8 15 sept

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de propriété améliorée sur l'avenue Napoléon, entre les rues Magazine et Constance, ou rue de la Rivière étant la rue Jena.

Philo H Shidmore vs John S. Alfred.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 30,397.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Encanteurs, No 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et la rue Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le SAME